

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-multinationales-et-les-developpement-national-en-Argentine>

Les multinationales et les développement national en Argentine

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 12 décembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La désindustrialisation initiée lors de la dernière dictature et consolidée pendant le ménémisme s'est propagée avec les politiques pro-marchés. L'ouverture, la dérégulation et les privatisations ont étayé la spéculation, l'endettement externe et une plus grande pression structurelle sur la balance des paiements. L'orthodoxie, qui a dirigé le pays jusqu'en 2003, a promu inlassablement un modèle économique dans le quel, soi-disant, le financement externe couvre les besoins et favorise la croissance des secteurs « compétitifs ».

Cet argument présenté comme une loi auto-évidente par le courant dominant constitue une supercherie circonstancielle. En effet, la croissance dépend, selon cette vision, de la circonstance des avantages comparatifs dans les ressources naturelles, ce qui mène à se spécialiser dans les secteurs qui offrent aujourd'hui une plus grande rentabilité relative, laissant de côté les activités à forte valeur ajoutée, qui sont celles que d'autres pays sont capables de produire mieux et de nous vendre. Pourquoi produire des machines, si les Allemands ou les Italiens vont les toujours les faire mieux que nous ? De cette supercherie découle que la spécialisation est inamovible et donc la planification qui permet l'industrialisation semblera inutile. Eh bien, l'évidence empirique indique le contraire. Les pays développés sont ceux qui ont construit des systèmes industriels grâce au lien de la production avec leurs systèmes scientifiques et au renouvellement continu de leurs applications technologiques. Par exemple, les États-Unis, le Japon et l'Europe ont eu un État interventionniste et planificateur dans leurs diverses phases de développement et, par conséquent, une séparation des lois « naturelles » et « efficientes » du marché.

Dans notre cas, l'intervention et la planification servent à promouvoir des secteurs (statiquement non compétitifs) mais avec des potentialités dynamiques capables, à leur tour, de tirer le reste de l'économie. Par exemple, l'étatisation d'YPF ouvre la possibilité à un réseau de fournisseurs locaux qui renforce l'ensemble de l'industrie nationale et substitue les importations par des capacités domestiques. Bien évidemment, c'est un processus naissant qui devra être soutenu sur le long terme.

Mais, au-delà de ce cas substantiel, il est nécessaire de prendre en compte quelques questions centrales : après avoir désagrégé la balance commerciale, les soldes positifs découlent exclusivement des secteurs basés sur des ressources naturelles. Le solde extérieur, résultant de la somme des biens de faible, forte, et moyenne technologie, est négatif pour plus de 31 500 milliards de dollars en 2011 [24 330 Milliards d'euro]. Ce déficit a progressé avec le PIB. Pour 2010, le même résultat était de 23 milliards de dollars [17,8 Millions d'euros]. À l'intérieur de ces chiffres il est possible de détacher deux secteurs. Premièrement, dans le groupe de technologie moyenne, le plus dynamique est le secteur automobile. Cependant, c'est le secteur qui, après avoir progressé, génère le plus grand déficit commercial. Cela découle de ce qu'au moins 75 % des éléments d'une voiture produite dans le pays est importé et, surtout, que les plans et les maillons clé de la chaîne sont entre les mains des maisons mère des multinationales, qui bloquent le transfert de connaissance et le processus d'innovation vers le réseau des entreprises locales. Les multinationales savent que la source de leurs bénéfices réside dans les savoirs technologiques qu'elles détiennent et, aussi, elles ne les transfèrent jamais. Deuxièmement, dans le groupe de la haute technologie, le secteur le plus dynamique est la pharmacie et il s'avère avoir le déficit le plus élevé de cette catégorie. Ici, également, les multinationales exercent leur domination en influant sur la législation de la propriété industrielle et intellectuelle pour bloquer le transfert de technologie. En somme, plusieurs de ces secteurs les plus dynamiques sont dominés par des technologies extérieures et ont une forte propension à générer un déficit commercial quand le PIB augmente.

Le défi revient, alors, à continuer de relancer la politique industrielle et commerciale en coordonnant des instruments de l'État pour stimuler une densité productive durable. Le fin réglage doit consolider les acteurs locaux clés capables de générer des flux de connaissances et des capacités technologiques pour continuer sur le chemin de la transformation d'un système néolibéral, basé sur la rente agricole et financière, vers un autre fondé sur un Système

Industriel National.

[Página 12](#). Buenos Aires, le 10 décembre 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris le 12 décembre 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum Docteur ès Sciences Economiques, Université Paris 13. Professeur à l'Université Nationale de La Plata et Quilmes. Directeur de programmes Nationaux d'implémentation de systèmes productifs locaux en Argentine